

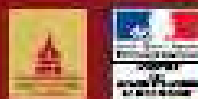
Exposition



La naissance de la Tchécoslovaquie et la France : un chemin commun vers une Europe démocratique (1914-1925)

25 juin - 21 septembre 2009
Musée de l'Armée - Hôtel national des Invalides
129 rue de Grenelle 75007 Paris

Tous les jours de 10h à 18h (18h-19h le dimanche)
www.invalides.org



Dossier de presse

Exposition temporaire

La naissance de la Tchécoslovaquie et la France

Un chemin commun vers une Europe démocratique

1914-1925

Dates	25 juin-21 septembre 2009
Lieu	Musée de l'Armée – Corridor Perpignan Hôtel national des Invalides 129 rue de Grenelle 75007 Paris Métro : Latour-Maubourg, Invalides (ligne 8), Varenne, Saint-François-Xavier (ligne 13), RER : Invalides (ligne C)
Horaires	Tous les jours de 10 h à 18 h (18 h 30 le dimanche) Nocturne le mardi jusqu'à 21 h les 30 juin, 21 juillet, 18 août et 15 septembre Clôture des caisses 30 mn avant la fermeture du musée
Entrée	(Billet commun pour l'exposition et l'ensemble du musée) Plein tarif : 8,50 € Tarif réduit : 6,50 € Gratuité pour les moins de 18 ans et les moins de 26 ans ressortissants de l'Union européenne
Commissariat	Grégoire Eldin, conservateur aux Archives du ministère des Affaires étrangères et européennes
Scénographie	Hélène du Bouchaud du Mazaubrun, Anne Gratadour, avec l'aide de Cécile Oulhen et Benoît Oulhen
Réalisation	Direction des Archives du ministère des Affaires étrangères et européennes, en partenariat avec le ministère des Affaires étrangères de la République tchèque et le ministère des Affaires étrangères de la République slovaque, avec le soutien et la participation du musée de l'Armée
Publication	<i>Francie a zrození Československa : společná cesta k demokratické Evropě (1914-1925) - La naissance de la Tchécoslovaquie et la France : un chemin commun vers une Europe démocratique (1914-1925)</i> Contributions de Jindřich Dejmek, Bohumila Ferenčuhová et Antoine Marès 159-XII pages, 21,5 x 30 cm Prague, 2008
Sites internet	www.invalides.org www.diplomatie.gouv.fr
Contacts presse	Estelle Poidevin, Ministère des Affaires étrangères et européennes Tél. : 01 43 17 41 97 estelle.poidevin@diplomatie.gouv.fr Céline Gautier, Musée de l'Armée cgautier-ma@invalides.org

Illustration de l'affiche : Volontaires tchécoslovaques de la Légion étrangère réunis au Palais-Royal avant leur départ pour le camp d'entraînement de Bayonne, 23 août 1914. Photo Sokol de Paris.

La naissance de la Tchécoslovaquie et la France ***Un chemin commun vers une Europe démocratique*** **1914-1925**

Fruit d'une collaboration franco-tchéco-slovaque, lancée à l'occasion du 90^e anniversaire de l'indépendance de la Tchécoslovaquie, l'exposition *La naissance de la Tchécoslovaquie et la France : un chemin commun vers une Europe démocratique (1914-1925)*, présentée au musée de l'Armée, à Paris, par les Archives du ministère français des Affaires étrangères et européennes, relate l'accession à l'indépendance des Tchèques et des Slovaques et leurs relations avec la France de la veille de la Première Guerre mondiale aux accords de Locarno (1925).

Au début de la Première Guerre mondiale, les Tchèques et les Slovaques installés à Paris manifestent leur soutien à la France. Mais rares sont encore ceux qui imaginent la disparition de l'Empire austro-hongrois et la réunion de la Bohême et de la Slovaquie indépendantes au sein d'un même État, sous un régime républicain. De 1914 à 1918, s'imposant peu à peu à la tête du mouvement national, les universitaires tchèques Tomaš Garrigue Masaryk et Edvard Beneš et l'astronome franco-slovaque Milan Štefánik vont mettre à profit les sentiments tchécophiles répandus parmi certains milieux universitaires, artistiques et politiques français depuis la seconde moitié du XIX^e siècle. Fédérant les aspirations à l'indépendance, intensifiant l'engagement militaire tchéco-slovaque au côté des Alliés, ils reçoivent de la France un soutien décisif lors de l'effondrement de la double-monarchie austro-hongroise. Après la proclamation de l'indépendance (28 octobre 1918), l'armée française est envoyée à Prague et à Bratislava pour assurer la défense du nouveau territoire, cependant qu'à Paris se déroulent les séances de la Conférence de la Paix, où les traités de Saint-Germain et de Trianon avec l'Autriche et la Hongrie en déterminent les frontières. Tandis que, par-delà certaines divergences, la France et la Tchécoslovaquie constituent désormais deux alliés naturels et que les promoteurs de l'indépendance célèbrent le nouvel État, les affinités intellectuelles et artistiques demeurent, au début des années folles, un point de rencontre privilégié entre les deux pays.

Réunissant documents d'archives, traités, publications, photographies, films d'actualité, extraits musicaux, objets et œuvres d'art provenant d'institutions et collections publiques et privées, l'exposition veut témoigner de toute l'étendue des relations politiques, mais aussi intellectuelles et artistiques, entre Français, Tchèques et Slovaques, de l'aube du XX^e siècle au milieu des années vingt.

L'exposition a été présentée à Prague à l'automne 2008, où elle a été inaugurée à l'occasion de la fête nationale, marquant le 90^e anniversaire de l'indépendance de la Tchécoslovaquie,

Publication

Bénéficiant du conseil scientifique des historiens tchèque, slovaque et français Jindřich Dejmek, Bohumila Ferenčuhová et Antoine Marès, l'exposition est accompagnée d'un catalogue réunissant, dans les trois langues, des contributions de ces trois éminents spécialistes.

Parcours de l'exposition

I. La France et les pays tchèques et slovaque au début du XX^e siècle

- L'Empire austro-hongrois, la Bohême et la Slovaquie avant 1914.
- Le regard d'historiens français sur la Bohême et la Slovaquie à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle.
- Les relations intellectuelles et artistiques. Paul Claudel, Auguste Rodin, Zdenka Braunerová, Alfons Mucha.



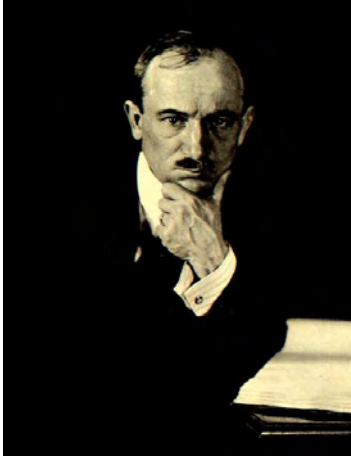
2. La Première Guerre mondiale

- La marche vers l'indépendance des Tchèques et Slovaques durant la Première Guerre mondiale : la mobilisation des Tchèques et Slovaques de France, l'action politique de T. G. Masaryk, E. Beneš et M. Štefánik et leurs relations avec les autorités françaises, la propagande tchécoslovaque, l'inscription parmi les buts de guerre des Alliés de l'indépendance des Tchèques et Slovaques.
- La participation des légionnaires tchèques aux opérations militaires sur le front occidental ; les légionnaires tchécoslovaques en Sibérie et la guerre civile en Russie.

3. De l'indépendance aux traités de paix, septembre 1918-juin 1920

- L'établissement de la République tchécoslovaque et des relations diplomatiques (octobre-décembre 1918), l'installation de la légation de France au palais Buquoy, l'installation de la légation de Tchécoslovaquie à Paris.
- L'envoi en Tchécoslovaquie de la Mission militaire française, dirigée par le général Pellé.
- La mort de Milan Štefánik (4 mai 1919).
- La question des frontières avec la Pologne et la Hongrie (janvier-juin 1919).
- La conférence de la Paix et les traités de Saint-Germain (10 septembre 1919) et de Trianon (juin 1920).





4. Les relations politiques de 1920 à 1925

- La formation de la Petite Entente entre la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Yougoslavie.
- La coopération militaire.
- La visite du maréchal Foch en Tchécoslovaquie (mai 1923) et du président Masaryk en France (octobre 1923) et la négociation du traité franco-tchécoslovaque d'alliance et d'amitié du 25 janvier 1924.
- La France, la Tchécoslovaquie et les accords de Locarno (octobre 1925).

5. Affinités intellectuelles et artistiques, présence tchécoslovaque en France, 1919-1925

- Les universitaires tchécofiles français Ernest Denis et Louis Eisenmann, Louise Weiss.
- Antoine Bourdelle.
- Les artistes tchécoslovaques František Kupka, Tavitik František Šimon, Josef Šíma.
- Les relations universitaires, architecturales et musicales, le séjour en France de Bohuslav Martinů.
- La communauté tchécoslovaque en France.



Collections présentées

Les documents d'archives des ministères français, tchèque et slovaque des Affaires étrangères, ainsi que du Service historique de la Défense, comptant en particulier des correspondances d'Edvard Beneš, Tomáš Garrigue Masaryk et Milan Štefánik, du maréchal Foch, du maréchal Joffre, du général Pellé et de Raymond Poincaré, mais aussi les instruments de ratification par la Tchécoslovaquie des traités de Saint-Germain et de Trianon et du traité d'alliance et d'amitié franco-tchécoslovaque du 25 janvier 1924, constituent la trame de l'exposition.

Celle-ci est enrichie grâce au concours des Archives municipales et de la ville de Puteaux, de la Bibliothèque des Arts Décoratifs (Paris), de la bibliothèque du Centre d'Etudes Supérieures de la Renaissance (Tours), de la Bibliothèque Kandinsky (Centre national d'art et de culture Georges Pompidou, Paris), de la Commission du Vieux Paris, de l'Institut français de Prague, de la Fondation Bohuslav Martinů (Prague), du musée Antoine Bourdelle (Paris), du musée de la Légion étrangère (Aubagne), du musée Mucha (Prague), du Musée municipal de Polička, du musée Rodin (Paris), du Musée tchécoslovaque (Darney), du Musée d'histoire contemporaine (BDIC, Paris), du Service historique de la Défense (Vincennes), du Sokol de Paris, ainsi que de particuliers. Une illustration sonore a été réalisée, à partir de son catalogue, par la compagnie Supraphon a.s. (Prague).

A voir notamment

- Paul Claudel, *Théâtre (Première série) : II. La Ville (1^{re} et 2^e versions)*, volume dédié à son amie Zdenka Braunerová
- Bannière des volontaires tchèques de la compagnie *Na Zdar*
- Otto Gutfreund, statuettes de légionnaires tchécoslovaques
- Tavik František Šimon (1877-1942), portrait original de Milan Štefánik
- Instruments de ratification tchécoslovaques des traités de Saint-Germain (10 septembre 1919) et de Trianon (4 juin 1920), signés par T.G. Masaryk et E. Beneš
- Jan Vlach (1904-1962), buste de Tomáš Garrigue Masaryk
- Antoine Bourdelle, *Légion d'honneur tchécoslovaque portée par la victoire*
- František Kupka, *Notre jardin à Puteaux*

Les Archives du ministère des Affaires étrangères et européennes : histoire

L'initiative de réunir les Archives des Affaires étrangères revient à Charles Colbert de Croissy, secrétaire d'Etat de 1680 à 1696.

A l'exemple de son frère, Jean-Baptiste, ministre des Finances et de la Maison du roi, il fait relier les papiers de ses correspondances et de celles de ses prédécesseurs, Hugues de Lionne et Arnaud de Pomponne, en maroquin rouge du Levant. Les armes de sa famille, avec la couleuvre, sont apposées sur les volumes. En 1716, les armes du roi remplacent celles de son ministre : les droits de l'Etat ne prêtent à aucune contestation.

L'enrichissement des collections

Par ordonnance royale, les fonds s'enrichissent au cours du XVIII^e siècle des papiers d'Etat de Richelieu, Mazarin, Saint-Simon et de nombreuses correspondances d'ambassadeurs.

En 1761, Choiseul fait édifier à Versailles un dépôt modèle totalement conçu pour la conservation des archives, l'actuelle bibliothèque municipale.

L'ouverture

La Révolution ramène à Paris les archives des Affaires étrangères. Leur indépendance s'affirme en dépit de l'institution des Archives nationales, créées par un décret du 7 septembre 1790. Elles sont alors à la disposition exclusive des diplomates et le comte d'Hauterive, responsable du service sous la Restauration, en fait une forteresse du secret d'Etat. Elles s'ouvrent à la recherche historique à partir de 1830, sous la direction d'Auguste Mignet, historien célèbre.

Lorsque, le 24 juillet 1845, la Chambre des députés vote une loi ouvrant un crédit pour la construction du Palais des Affaires étrangères, Quai d'Orsay, les archives y trouvent naturellement leur place.

La III^e République confie en 1874 à un groupe de diplomates, d'historiens et de journalistes de réfléchir à la communication et la mise en valeur des archives. Ce groupe donnera naissance à la commission d'archives diplomatiques présidée par le ministre des Affaires étrangères et dont l'actuelle vice-présidente est Hélène Carrère d'Encausse, secrétaire perpétuel de l'Académie française.

Les désastres de la Seconde Guerre mondiale

Epargnées par la Première Guerre mondiale, les archives des Affaires étrangères sont gravement atteintes par la Seconde, malgré les mesures prises pour leur préservation.

Les archives courantes, politiques et économiques et les dossiers des étrangers en France sont détruites le 16 mai 1940, à l'approche des Allemands. d'autres sont envoyées en Allemagne pendant l'Occupation.

Au cour des combats pour la libération de Paris, c'est "l'aile des Archives" du ministère des Affaires étrangères qui est incendiée, entraînant la perte d'une partie des archives et des galeries à l'ancienne.

De la reconstruction à nos jours

Le bâtiment incendié est reconstruit au début des années 1950 selon les normes de la conservation contemporaine. Parallèlement, la direction des Archives recrute de jeunes conservateurs qui mettent en place une politique cohérente de contrôle des archives courantes. Le principe d'ouverture à 30 ans est acquis en 1970 sous l'impulsion de Jean Laloy.

La direction étend son implantation, jusqu'alors exclusivement parisienne, à Nantes (archives rapatriées des ambassades, consulats et services culturels et des Protectorats Tunisie et Maroc et du Mandat Syrie-Liban) et à Colmar (archives des services d'occupation française en Allemagne et en Autriche).

A l'étroit dans ses locaux du Quai d'Orsay, la direction des Archives du ministère des Affaires étrangères est installée, depuis le début de l'année 2009, à La Courneuve, dans un bâtiment neuf et spacieux, qui ouvre au public de nouvelles possibilités.

Les Archives du ministère des Affaires étrangères et européennes à La Courneuve

En janvier 2009, le ministère des Affaires étrangères et européennes a pris possession du pôle diplomatique de La Courneuve. La direction des Archives et trois autres services du ministère s'y sont installés en février, soit au total près de 250 personnes. Ce Centre d'archives diplomatiques, voulu par plusieurs ministres successifs a été conçu par l'architecte Henri Gaudin, médaille d'or de l'Académie d'architecture, comme un centre ouvert au public et aux chercheurs, et donnant aux archivistes des conditions de travail technique qui n'existaient pas au Quai d'Orsay.

Le transfert de plus de 70 kilomètres d'archives diplomatiques qui a commencé le 5 janvier est celui d'un fonds d'archives d'une richesse exceptionnelle et d'une ampleur unique au monde. Il y a des fonds spécifiques, Richelieu, Saint-Simon, Bonaparte, l'ensemble des traités de la France (25 000 traités bilatéraux et multilatéraux, dont les plus anciens remontent au Moyen-Age ; parmi eux : traité de Westphalie (1648), d'Aix-la-Chapelle (1748), de Tilsit (1807) annoté de la main de Napoléon etc.). La bibliothèque patrimoniale de 430 000 ouvrages du Quai d'Orsay, constituée depuis le XVII^e siècle, jusqu'alors réservée aux seuls diplomates, va déménager à La Courneuve et s'ouvrir aussi aux chercheurs en janvier 2010.

Les agents étant désormais installés et travaillant dans des conditions plus satisfaisantes (regroupement des agents parisiens de la direction des Archives sur le même site, gain d'espace et salles de tri spécifiques pour les archivistes), la direction des Archives prépare l'ouverture du Centre au public à l'été 2009. Selon son directeur, Jean Mendelson, « à La Courneuve, nous disposerons enfin d'un outil moderne, conçu aux normes de la profession d'archiviste, et qui permettra de mettre en valeur et d'assurer le rayonnement de ce fonds exceptionnel » (Le Figaro, 19-12-09).

En effet, les salles destinées au public sont sans comparaison avec ce qui existait au Quai d'Orsay. Les atouts du Centre pour les chercheurs sont nombreux : salle de lecture de 820 m² pouvant accueillir 160 lecteurs et salle spécifique pour les microfilms en libre service et les documents multimédia, alors que la salle du Quai d'Orsay ne pouvait accueillir qu'une cinquantaine de lecteurs ; c'est aussi la fin des accès accompagnés pour les chercheurs et une offre renouvelée pour les chercheurs et le public avec un auditorium de 220 places, des salles d'exposition autour de l'auditorium, une salle pour accueillir des groupes. Le nouveau centre sera un lieu de rencontres et de débats, un lieu de découverte des richesses des archives diplomatiques pour le public, y compris pour des groupes scolaires.

Ce Centre diplomatiques est aussi un acteur contribuant à l'aménagement du territoire en Seine-Saint-Denis. Il est situé au pied du RER La Courneuve-Aubervilliers. Il sera rejoint par d'autres institutions, les Archives nationales à Pierrefitte-sur-Seine (2011), l'Ecole des hautes études en sciences sociales et l'Ecole pratique des hautes études à Aubervilliers (2012). C'est un véritable pôle culturel et scientifique qui se développera ainsi dans la banlieue nord-est de Paris.